

Pour l'application de ces dispositions le coefficient caractéristique 135 est attribué à ce corps.

Art. 11. - Le ministre chargé de la jeunesse et des sports attribue une note chiffrée aux conseillers d'éducation populaire et de jeunesse sur proposition du chef de service ou d'établissement.

La note chiffrée et les appréciations sont communiquées à l'agent qui peut saisir la commission administrative paritaire d'une demande de révision. La note éventuellement révisée peut faire l'objet d'une péréquation à l'échelon national.

Art. 12. - Le conseiller d'éducation populaire et de jeunesse détaché dans d'autres départements ministériels, auprès de collectivités territoriales ou auprès d'organismes d'éducation populaire et de jeunesse, reçoit, compte tenu des notes et appréciations établies par l'autorité auprès de laquelle il est détaché, une note chiffrée arrêtée par le ministre chargé de la jeunesse et des sports.

Art. 13. - L'avancement d'échelon des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse a lieu partie au grand choix, partie au choix, partie à l'ancienneté.

Il prend effet du jour où les intéressés remplissent les conditions prévues aux dispositions ci-après.

ECHELONS	GRAND CHOIX	CHOIX	ANCIENNETE
Du 1 <sup>er</sup> au 2 <sup>e</sup> échelon.....			1 an.
Du 2 <sup>e</sup> au 3 <sup>e</sup> échelon.....	1 an		1 an 6 mois.
Du 3 <sup>e</sup> au 4 <sup>e</sup> échelon.....	1 an		1 an 6 mois.
Du 4 <sup>e</sup> au 5 <sup>e</sup> échelon.....	2 ans		2 ans 6 mois.
Du 5 <sup>e</sup> au 6 <sup>e</sup> échelon.....	2 ans 6 mois	3 ans	3 ans 6 mois.
Du 6 <sup>e</sup> au 7 <sup>e</sup> échelon.....	2 ans 6 mois	3 ans	3 ans 6 mois.
Du 7 <sup>e</sup> au 8 <sup>e</sup> échelon.....	2 ans 6 mois	3 ans	3 ans 6 mois.
Du 8 <sup>e</sup> au 9 <sup>e</sup> échelon.....	2 ans 6 mois	3 ans 6 mois	4 ans.
Du 9 <sup>e</sup> au 10 <sup>e</sup> échelon.....	2 ans 6 mois	3 ans 6 mois	4 ans 6 mois.
Du 10 <sup>e</sup> au 11 <sup>e</sup> échelon.....	2 ans 6 mois	3 ans 6 mois	4 ans 6 mois.

Le ministre chargé de la jeunesse et des sports établit pour chaque année :

a) Une liste des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse atteignant au cours de cette période l'ancienneté d'échelon requise pour être promus au grand choix. Les promotions sont prononcées après avis de la commission administrative paritaire nationale dans la limite de 30 p. 100 de l'effectif des conseillers inscrits sur cette liste ;

b) Une liste des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse atteignant au cours de cette période l'ancienneté d'échelon requise pour être promus au choix. Les promotions sont prononcées après avis de la commission administrative paritaire nationale dans la limite des cinq septièmes de l'effectif des conseillers inscrits sur cette liste.

Les fonctionnaires qui ne bénéficient pas d'une promotion au grand choix ou au choix sont promus lorsqu'ils justifient de la durée de services prévue pour l'avancement à l'ancienneté.

Art. 14. - Indépendamment des mutations prononcées en cours d'année dans l'intérêt du service, le tableau des mutations est établi chaque année. Les conditions de dépôt des demandes sont fixées par arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports. Les mutations sont prononcées par le ministre chargé de la jeunesse et des sports, après avis de la commission administrative paritaire. La commission administrative paritaire est également informée des demandes de détachement et mise à disposition auprès des organismes et des collectivités territoriales.

#### CHAPITRE IV

##### Dispositions transitoires

Art. 15. - Les conseillers techniques et pédagogiques de première catégorie, les personnels enseignant dans les établissements nationaux du ministère de la jeunesse et des sports et les agents dont le classement correspond à l'indice égal ou supérieur à 608 brut peuvent, pendant une période de deux ans, à compter de la date de publication du présent décret et sur leur demande, être intégrés et reclassés selon les conditions prévues au décret du 5 décembre 1951 susvisé dans le corps des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse, s'ils exercent les fonctions définies à l'article 3 ci-dessus à la date de publication du présent décret et, pour les agents non titulaires, s'ils ont été recrutés avant la date de publication de la loi n° 83-481 du 11 juin 1983.

Art. 16. - Les professeurs relevant des dispositions des décrets du 4 juillet 1972 et du 4 août 1980 susvisés, exerçant à la date de publication du présent décret les fonctions définies à l'article 3 ci-dessus, peuvent, pendant une période de deux ans à compter de la date de publication du présent décret et sur leur demande, être intégrés et reclassés dans le corps des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse à l'indice égal ou immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur situation antérieure, l'ancienneté d'échelon acquise antérieurement étant maintenue.

Les agents mentionnés à l'alinéa précédent peuvent également être détachés dans le corps des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse. Les détachements ainsi prononcés ne sont pas pris en compte pour l'application des dispositions de l'article 8.

Art. 17. - Pendant une période de dix ans à compter de la date de publication du présent décret, la limite prévue au troisième alinéa de l'article 4 ci-dessus est portée à trois nominations pour neuf nominations prononcées l'année précédente au titre des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> de cet article.

Art. 18. - Pendant une période de dix ans à compter de la date de publication du présent décret, la limite d'âge prévue au paragraphe 2 de l'article 4 n'est pas opposable aux agents exerçant les fonctions définies à l'article 3 ci-dessus depuis cinq ans au moins à la date de publication du présent décret.

Art. 19. - Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le ministre de l'éducation nationale, le ministre délégué à la jeunesse et aux sports, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 1985.

LAURENT FABIUS

Par le Premier ministre :

*Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,*  
ALAIN CALMAT

*Le ministre de l'économie, des finances et du budget,*  
PIERRE BÉRÉGOVOY

*Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,*  
PIERRE JOXE

*Le ministre de l'éducation nationale,*  
JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

*Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,*  
*chargé de la fonction publique*  
*et des simplifications administratives,*  
JEAN LE GARREC

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie,*  
*des finances et du budget, chargé du budget*  
*et de la consommation,*  
HENRI EMMANUELLI

#### Décret n° 85-722 du 10 juillet 1985 relatif au statut particulier des chargés d'éducation populaire et de jeunesse

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, du ministre de l'éducation nationale, du ministre délégué à la jeunesse et aux sports et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment son article 79 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 modifié relatif à la fixation des règles suivant lesquelles doit être déterminée l'ancienneté du personnel nommé dans l'un des corps de fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 61-926 du 17 août 1961 modifié portant statut particulier du corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 62-379 du 3 avril 1962 fixant les dispositions applicables aux maîtres auxiliaires des écoles normales primaires, des lycées classiques, modernes et techniques et des collèges d'enseignement technique et aux maîtres d'éducation physique relevant du haut-commissariat à la jeunesse et aux sports ;

Vu le décret n° 75-36 du 21 janvier 1975 portant statut particulier du corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 79-474 du 7 juin 1979 relatif aux dispositions applicables aux conseillers techniques et pédagogiques de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu les avis du comité technique paritaire ministériel du ministère du temps libre, de la jeunesse et des sports en date du 18 mai 1984 et du comité technique paritaire ministériel du ministère de la jeunesse et des sports en date du 13 novembre 1984 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique d'Etat en date du 20 décembre 1984 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. - Les chargés d'éducation populaire et de jeunesse forment un corps régi par les lois des 13 juillet 1983 et 11 janvier 1984 susvisées et par le présent décret qui fixe leur statut particulier.

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### Dispositions générales

Art. 2. - Le corps des chargés d'éducation populaire et de jeunesse est classé dans la catégorie A prévue à l'article 29 de la loi susvisée du 11 janvier 1984.

Ce corps comprend un seul grade divisé en onze échelons.

Art. 3. - Les chargés d'éducation populaire et de jeunesse exercent dans leurs spécialités techniques et pédagogiques des fonctions de formation et d'animation. Un arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports fixe la liste de ces spécialités.

Art. 4. - Les dispositions du décret du 5 décembre 1951 modifié susvisé sont applicables aux chargés d'éducation populaire et de jeunesse pour leur classement dans le corps des chargés d'éducation populaire et de jeunesse.

Le coefficient caractéristique 115 est attribué à ce corps.

Art. 5. - Pour la constitution du corps, les professeurs adjoints d'éducation physique et sportive régis par les décrets du 17 août 1961 et du 21 janvier 1975 susvisés, les maîtres auxiliaires de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories régis par le décret du 3 avril 1962 susvisé, les conseillers techniques et pédagogiques de 2<sup>e</sup> catégorie régis par le décret du 7 juin 1979 susvisé, les agents dont le classement correspond à un indice inférieur à 608 brut peuvent être nommés sur leur demande dans le corps des chargés d'éducation populaire et de jeunesse s'ils exercent les fonctions définies à l'article 3 ci-dessus à la date de publication du présent décret et, pour les agents non titulaires, s'ils ont été recrutés avant la date de publication de la loi n° 83-481 du 11 juin 1983.

Les chargés d'éducation populaire et de jeunesse stagiaires qui avaient la qualité de maître auxiliaire sont classés, lors de leur nomination, à l'échelon du corps d'accueil doté d'un indice égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient avant cette nomination. Une ancienneté complémentaire égale à l'ancienneté que leur aurait conférée l'application des dispositions du décret du 5 décembre 1951 susvisé, diminuée de la durée de service nécessaire, sur la base d'un avancement à l'ancienneté dans chacun des échelons inférieurs, pour accéder à l'échelon auquel ils ont été classés dans leur nouveau corps, est reconnue aux intéressés. Au 1<sup>er</sup> janvier de chacune des quatre années qui suivent l'année de leur nomination en qualité de stagiaire, le quart de cette ancienneté théorique, ainsi calculée, est attribué aux intéressés.

Les chargés d'éducation populaire et de jeunesse stagiaires qui n'avaient pas la qualité de maître auxiliaire sont classés conformément aux dispositions de l'article 11-5 du décret du 5 décembre 1951 susvisé.

## CHAPITRE II

### Notation et avancement

Art. 6. - Le ministre chargé de la jeunesse et des sports attribue une note chiffrée aux chargés d'éducation populaire et de jeunesse sur proposition du chef de service ou d'établissement.

La note chiffrée et les appréciations sont communiquées à l'agent qui peut saisir la commission administrative paritaire d'une demande de révision. La note éventuellement révisée peut faire l'objet d'une péréquation à l'échelon national.

Art. 7. - Le chargé d'éducation populaire et de jeunesse détaché dans d'autres départements ministériels, auprès de collectivités territoriales ou auprès d'organismes d'éducation populaire et de jeunesse, reçoit, compte tenu des notes et appréciations établies par l'autorité auprès de laquelle il est détaché, une note chiffrée arrêtée par le ministre chargé de la jeunesse et des sports.

Art. 8. - L'avancement d'échelon des chargés d'éducation populaire et de jeunesse a lieu partie au grand choix, partie au choix, partie à l'ancienneté.

Il prend effet du jour où les intéressés remplissent les conditions prévues aux dispositions ci-après :

ECHELONS	GRAND CHOIX	CHOIX	ANCIENNETE
Du 1 <sup>er</sup> au 2 <sup>e</sup> échelon.....	»	»	1 an
Du 2 <sup>e</sup> au 3 <sup>e</sup> échelon.....	1 an	»	1 an 6 mois
Du 3 <sup>e</sup> au 4 <sup>e</sup> échelon.....	1 an	»	1 an 6 mois
Du 4 <sup>e</sup> au 5 <sup>e</sup> échelon.....	2 ans	»	2 ans 6 mois
Du 5 <sup>e</sup> au 6 <sup>e</sup> échelon.....	2 ans 6 mois	3 ans	3 ans 6 mois
Du 6 <sup>e</sup> au 7 <sup>e</sup> échelon.....	2 ans 6 mois	3 ans	3 ans 6 mois
Du 7 <sup>e</sup> au 8 <sup>e</sup> échelon.....	2 ans 6 mois	3 ans	3 ans 6 mois
Du 8 <sup>e</sup> au 9 <sup>e</sup> échelon.....	2 ans 6 mois	3 ans 6 mois	4 ans
Du 9 <sup>e</sup> au 10 <sup>e</sup> échelon.....	2 ans 6 mois	3 ans 6 mois	4 ans 6 mois
Du 10 <sup>e</sup> au 11 <sup>e</sup> échelon.....	2 ans 6 mois	3 ans 6 mois	4 ans 6 mois

Le ministre chargé de la jeunesse et des sports établit pour chaque année :

a) Une liste des chargés d'éducation populaire et de jeunesse atteignant au cours de cette période l'ancienneté d'échelon requise pour être promus au grand choix. Les promotions sont prononcées après avis de la commission administrative paritaire nationale dans la limite de 30 p. 100 de l'effectif des chargés d'éducation populaire et de jeunesse inscrits sur cette liste ;

b) Une liste des chargés d'éducation populaire et de jeunesse atteignant au cours de cette période l'ancienneté d'échelon requise pour être promus au choix. Les promotions sont prononcées après avis de la commission administrative paritaire nationale dans la limite des cinq septièmes de l'effectif des chargés inscrits sur cette liste.

Les fonctionnaires qui ne bénéficient pas d'une promotion au grand choix ou au choix sont promus lorsqu'ils justifient de la durée de services prévue pour l'avancement à l'ancienneté.

Art. 9. - Les nominations prononcées en application des dispositions de l'article 5 du présent décret doivent intervenir dans un délai de cinq années. Au terme de cette période, il ne sera plus procédé à des recrutements.

Art. 10. - Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le ministre de l'éducation nationale, le ministre délégué à la jeunesse et aux sports, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 1985.

LAURENT FABIUS

Par le Premier ministre :

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,

ALAIN CALMAT

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,

PIERRE BÉRÉGOVOY

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

PIERRE JOXE

Le ministre de l'éducation nationale,

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,

chargé de la fonction publique

et des simplifications administratives,

JEAN LE GARREC

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie,

des finances et du budget, chargé du budget

et de la consommation,

HENRI EMMANUELLI